

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FRANCE LUZERNE

COMPLEXE DU MONT BERNARD ROUTE DE SUIPPES
CS10149
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D1 i 2023 - 264
Code AIOT : 0005701732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement FRANCE LUZERNE implanté 39, rue Charles Lemaire 51240 Pigny. L'inspection a été annoncée le 04/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE LUZERNE
- 39, rue Charles Lemaire 51240 Pigny
- Code AIOT : 0005701732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site France Luzerne situé sur la commune de Pigny dispose d'un stockage en cellules verticales (216 cellules de 522 m³ et 24 boisseaux de 130 m³) et d'un stockage en fond plat transformé en atelier d'ensilage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Classement dans la nomenclature des installations classées
- Installations électriques
- Risque foudre
- Moyens incendie
- Procédures d'intervention
- Thermométrie
- Empoussièrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nomenclature	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 2	/	Sans objet
3	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III - Article 21	/	Sans objet
4	Moyens incendie	AP Complémentaire du 27/06/1989, article 11	/	Sans objet
5	Exercice Incendie	Lettre du 12/03/2020	/	Sans objet
6	Procédure d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
7	Registres	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 5	/	Sans objet
8	Thermométrie	AP Complémentaire du 14/10/2004, article 6	/	Sans objet
9	Empoussièrement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
10	Atelier	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit, sous un délai d'1 mois, transmettre un plan d'action permettant de résorber, avant le prochain contrôle des installations électriques, l'ensemble des écarts mentionnés dans le rapport ICPE du 23 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau nomenclature
Constats : Les activités présentes sur site correspondent aux activités autorisées. La rubrique 2160-1-a a été maintenue au cas où les activités venaient à évoluer, mais n'est pas exploitée. L'exploitant a montré un état des stocks conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">– l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;– l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une vérification des installations électriques ICPE est effectuée annuellement. La dernière vérification a été effectuée le 23 novembre 2022. Plusieurs non-conformités ont été relevées. Par courriel du 14 avril 2023, l'exploitant s'est engagé à réaliser, sous 15 jours, les liaisons équipotentielles des 2 sondes farine extérieures. Pour les autres points, l'exploitant s'engage à étudier, sous 2 mois, la possibilité de remplacer ou pas du matériel (sondes). Concernant les écarts sur les câbles et leurs marquages, du fait de l'ancienneté du matériel, l'exploitant ne pense pas retrouver un document de conformité du constructeur.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit, sous un délai d'1 mois , transmettre un plan d'action permettant de résorber, avant le prochain contrôle des installations électriques, l'ensemble des écarts mentionnés dans le rapport ICPE du 23 novembre 2022.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III - Article 21
Thème(s) : Situation administrative, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats : Une vérification complète des installations de protection contre la foudre est effectuée annuellement. La dernière vérification a été effectuée le 20 novembre 2022. Deux non-conformités ont été relevées.</p> <p>Par courriel du 14 avril 2023, l'exploitant a transmis une preuve de la mise en conformité de ses installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/06/1989, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les équipements de protection propres à l'établissement seront constitués au minimum par : - une colonne sèche normalisée dans la tour de manutention, permettant une attaque dans tous les points des bâtiments. Les points d'alimentation seront protégés et à l'écart d'installations électriques ; - une moto-pompe de 60m³/h permettant le puisage d'eau dans le canal ; - un ensemble d'extincteurs appropriés [...] ; - deux appareils respiratoires isolants ; - des RIA.</p>
<p>Constats : Le site dispose de 2 colonnes sèches, la première au niveau du silo vertical et la seconde à la tour de manutention. Une troisième colonne sèche est également présente mais n'est pas considérée comme telle par les services du SDIS, elle permet l'alimentation des RIA de l'atelier. Les deux appareils respiratoires isolants indiqués dans l'arrêté préfectoral du 27 juin 1989 ont été retirés et remplacés par des cagoules d'évacuation. L'atelier est équipé d'un système de double détection incendie asservi à la centrale d'alarme et à une télésurveillance.</p>

<p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement.</p> <p>Les RIA et les 2 colonnes sèches ont été contrôlés par la société SAPIAN le 24 novembre 2022.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés par la société SAPIAN le 14 juin 2022, le matériel défectueux a été remplacé.</p> <p>Les alarmes de détection automatique et le système d'extinction automatique ont été contrôlés en juillet 2022.</p> <p>Une salle de gestion de crise a été aménagée avec une valise d'urgence.</p>
Observations : Les plans du site sont en cours de mise à jour. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une future inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exercice Incendie

Référence réglementaire : Lettre du 12/03/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suite présente dans la lettre de suite préfectorale du 12 mars 2020 :</p> <p>Vous veillerez à mettre en œuvre les actions correctives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettre le compte-rendu du prochain exercice incendie réalisé sur le site de Pogny, avec un plan d'actions correctives éventuelles, avant fin avril 2020. Le compte-rendu devra justifier le bon débit de la motopompe.
<p>Constats : Deux exercices incendie d'une demie-journée sont organisés chaque année. Le premier concerne l'évacuation du personnel et le maniement des extincteurs et le second l'utilisation des RIA et de la motopompe.</p> <p>Le dernier exercice date du 30 mars 2023 et constitue un essai de la motopompe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Procédure d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; – les mesures de protection définies ; – les moyens de lutte contre l'incendie ; – les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; – les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; – et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> – la procédure d'inertage ; – la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement
<p>Constats : La procédure d'intervention au niveau du silo et de la tour de manutention a été mise à jour le 03 février 2023 et transmise aux services d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Registres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'activité est dotée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fiches de description de poste et procédures qualité intégrant la marche dégradée et les produits non conformes ; • fiches d'écart qualité et ordres de maintenance enregistrés avec suivis ; • d'un registre de précurseur d'accidents. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition d'accidents ; • un plan de défense incendie est établi pour l'atelier d'ensilage. <p>Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une consigne d'enregistrement des précurseurs d'accident et d'une fiche type permettant l'analyse des précurseurs explosion et incendie. Cette analyse est effectuée uniquement en cas d'enregistrement d'un nouveau précurseur d'accident.</p> <p>Le 03 février 2023, l'exploitant a mise en place une procédure d'intervention spécifique à l'atelier d'ensilage qui a été transmise aux services d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Thermométrie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2004, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le contrôle des températures doit être fait quelles que soient les conditions d'exploitation dans les deux silos et les boisseaux « farine ». Les températures relevées sont consignées dans un registre. Le relevé doit être périodique, avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.</p> <p>Des procédures d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés sont réalisées et communiquées aux services de secours. Ces procédures détaillent les opérations à effectuer pour la vidange de cellules, l'inertage, et toute autre action de lutte contre un sinistre.</p>
<p>Constats : Le système de thermométrie est asservi à un enregistrement permanent des données. Une édition papier des relevés thermométriques est effectuée une fois par semaine pour l'ensemble des cellules du silo et une fois par jour si une température supérieure au seuil des 35°C est détectée.</p> <p>Des seuils d'alerte ont été définis et sont associés à une couleur visible sur l'écran de retransmission :</p> <p>T°<30°C : vert 30°C<T°<35°C : orange 35°C<T°<42°C : rouge 42°C<T° : bleu</p> <p>Le seuil d'alerte et de vigilance est fixé à 35°C.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Un nettoyage trimestriel est consigné dans un registre de nettoyage. Au besoin, un nettoyage plus fréquent est effectué. La tour de manutention et l'atelier d'ensachage étaient propres lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Atelier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'atelier se divise en 2 rangées de 3 cases de sections carrées de 30 mètres. L'organisation au sein du bâtiment est conforme au plan disponible en Annexe 1. Le bâtiment est pourvu d'une ventilation statique en pignon et de dispositifs de désenfumage à ouvertures manuelles depuis l'extérieur. Les dispositifs sont adaptés aux risques. La fermeture des exutoires s'effectue depuis les commandes accessibles au sol à l'extérieur du bâtiment. Des ouvertures de 25 m ² entre cases et vers l'extérieur permettent l'amenée d'air. Elles correspondent aux passages pour la circulation des engins et piétons.
Constats : Le dispositif de désenfumage présent dans l'atelier d'ensachage correspond aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet